

Les conséquences politiques et militaires des armes nouvelles et la défense de l'Europe

par Robert ROTHSCHILD,

Ambassadeur,

Chef de cabinet du Ministère des Affaires étrangères en Belgique.

★

I

Mon éminent ami, le général Crahay, vient de faire un exposé tellement complet que ce n'est pas sans hésitation que je prends la parole. Cette hésitation est d'autant plus grande qu'il peut paraître présomptueux pour un civil de prendre une part active à un débat qui, à première vue, est essentiellement militaire.

Si, néanmoins, je m'y crois autorisé, c'est que, comme l'a dit le général Crahay, la guerre est bien autre chose que la conduite d'opérations militaires. Les phrases fameuses de Clausewitz l'ont définie dans le passé plus exactement qu'aucune autre : « La guerre n'est rien d'autre que la continuation des relations politiques avec l'appoint d'autres méthodes; elle devient politique à son niveau le plus élevé, mais une politique qui livre bataille au lieu de rédiger des notes ».

Depuis l'origine des temps, les hommes ont recouru à l'usage de la force, quand les circonstances paraissaient favorables, pour s'assurer des profits matériels ou moraux que leurs activités pacifiques ne leur permettaient pas d'obtenir. La décision de déclencher la guerre était le résultat d'un calcul intellectuel où étaient pesés les risques et les profits et où ceux-ci paraissaient justifier ceux-là.

Au début du XIX^e siècle, la guerre cesse d'être le fait de professionnels pour être celui des nations toutes entières. Mais son essence reste la même : en 1914, le Gouvernement autrichien, le Gouvernement allemand avaient des buts de guerre très précis qui s'inscrivaient dans un vaste dessein politique. En 1939, Hitler voulait faire de la guerre l'instrument de la réalisation d'une philosophie et d'une politique, monstrueuse sans doute, mais tout

à fait cohérentes. Le fait que, dès la dernière guerre, la conduite de celle-ci ait très vite échappé dans une certaine mesure à la volonté des chefs militaires et civils ne change rien au fait que son déclenchement était un acte voulu par l'intelligence humaine.

De même, la conduite des opérations, la direction de la bataille étaient soumises à l'action de l'intelligence. A la mêlée confuse des primitifs, succède très tôt une volonté de direction intelligente des corps de troupes. Dès les guerres puniques, Annibal et surtout Scipion l'Africain ajoutent à la maîtrise du champ de bataille des vues raisonnées sur la conduite des opérations dans le temps et dans une vaste aire géographique. Scipion était avant tout un politique, et les opérations militaires qu'il conduisit aux quatre coins de la Méditerranée ne furent que les épisodes violents d'un plan très ample dont devaient surgir l'Empire et la paix romaine; les campagnes militaires n'étaient que le complément d'une action de politique intérieure et diplomatique.

Pour les Occidentaux, depuis deux ou trois générations, la guerre est devenue une chose détestable, moralement condamnée. Mais il est évident qu'elle a été jusqu'à présent, qu'on le veuille ou non, une des activités habituelles de l'humanité; des hommes et des nations y ont apporté le meilleur d'eux-mêmes. Pour certains, comme Napoléon ou Churchill, il a fallu la guerre pour leur permettre de s'accomplir complètement. Bref, comme toutes les activités humaines, elle a été dictée à la fois dans son déclenchement et dans sa conduite par l'intelligence avec ce que cela comporte de défaillance, mais aussi de génie.

**

Il semble qu'on puisse raisonnablement affirmer que c'est là une phase dépassée de l'histoire. Avec l'arrivée des armes de destruction massive s'est produite une révolution tellement profonde que le concept même de la guerre s'en est trouvé tout à fait modifié.

Peut-on, en effet, croire un seul instant qu'elle est encore *une politique qui livre bataille au lieu de rédiger des notes* ? Subsiste-t-il une quelconque proportion rationnelle entre les profits possibles d'une guerre atomique et l'holocauste qu'elle comporterait dans l'hypothèse la plus favorable ? Le général Crahay a indiqué l'immense puissance destructrice des armes que possèdent à la fois l'URSS et les USA; il a dit que « chacune des deux superpuissances est capable de détruire toutes les grandes agglomérations et complexes industriels de l'autre sans qu'il soit possible de l'empêcher ». Le général Shoups, un des cinq chefs d'Etat-major américain, dans un témoignage devant une commission du Congrès, vient de déclarer qu'une guerre atomique provoquerait 800 millions de morts. Personne sans doute ne peut valablement préciser le nombre de morts qui résulterait d'une telle guerre; ce qui est certain, c'est que le déclenchement des moyens nucléaires des deux grandes puissances aboutirait en l'espace de quelques heures à des dizaines de millions de morts, sinon à des centaines. Les ravages seraient tels que l'esprit doit faire un réel effort pour imaginer ce que seraient nos villes et nos campagnes après avoir subi le feu de l'enfer. Comment les rares survivants pourraient-ils enterrer les multitudes de morts ? Comment soigner les innombrables blessés dans les hôpitaux détruits, dépourvus d'eau et d'électricité ? Comment trouver des vivres et des boissons non contaminés par les radiations ? Comment assurer des chaînes de commandement en dépit des routes, de rails, de centrales téléphoniques annihilés ? Peut-être la race humaine survivrait-elle ; il est certain — et personne ne le met en doute — que les collectivités humaines organisées, les Etats disparaîtraient sur la plus grande partie de la surface terrestre.

Pour que la guerre reste un concept raisonné, il faut qu'une des puissances qui la livre ait un espoir de victoire. Dans un affrontement des superpuissances atomiques, cet espoir est devenu de manière tout à fait évidente une absurdité. C'est pourquoi la guerre, si elle est atomique, pour la première

fois dans l'histoire des sociétés civilisées, n'est plus une politique; elle est cataclysme cosmique. C'est ce fait absolument nouveau que l'intelligence humaine perçoit si difficilement; et même quand elle le perçoit, elle à peine à en tirer toutes les conséquences. Il ne faut pas d'ailleurs trop s'en étonner; le développement technique dans la plupart des domaines oblige à une révision des valeurs établies qui n'est pas toujours facile. Dans le domaine militaire, la révolution technique aboutit aux limites du règne de l'intelligence. Un des plus brillants officiers belges traduisait il y a quelques années son angoisse par ce cri : « Il faut ramener la guerre à l'échelle humaine ».

S'il est vrai que le recours à la guerre nucléaire cesse dorénavant d'être un acte de l'intelligence, il est vrai aussi que la conduite de la guerre future échappera complètement à l'influence de la raison. Dès les premières heures suivant l'éclatement du cataclysme, toute action raisonnée et coordonnée des hommes sur les événements deviendra impossible. Il n'y aura plus évidemment de grande stratégie. Peut-être dans quelques endroits isolés, certains groupes de combattants seront-ils encore capables de « mêlées confuses », mais il n'y aura certainement plus non plus de direction du champ de bataille.

Dans le grand conflit de l'Est et de l'Ouest, l'Europe est un enjeu décisif; l'ensemble des moyens militaires, conventionnels aussi bien que nucléaires, devra être mis en œuvre pour « dissuader » l'adversaire de recourir à la force pour réaliser ses objectifs. Les Etats-Unis — comme l'Union Soviétique — ne peuvent ni diviser les risques, ni diviser les ripostes.

Aussi l'idée même de défense territoriale, que ce soit celle de l'Europe — ou même celle des Etats-Unis — devient aussi démodée que celle de la défense de la « ligne bleue des Vosges », des passes du Brenner, etc., ou de la défense à la frontière comme elle était préconisée en Belgique en 1939.

Il est possible que ces vues ne s'appliquent pas avec une rigueur aussi complète en Asie ou en Afrique; peut-être des guerres conventionnelles limitées y éclateront-elles encore; mais même là le danger d'escalation sera redoutable.

En Occident, le seul problème qui se pose encore, c'est d'empêcher l'apocalypse, ce qui, bien

entendu, ne signifie pas se soumettre. Dorénavant, la stratégie y aura pour seul but de prévenir les conflits dans des conditions honorables et non plus de les gagner. Elle cesse dès le moment où la guerre commence.

II

Ce sont là des affirmations incontestables et d'ailleurs je crois incontestées. Ce qui est mis en doute, c'est le caractère inéluctable de la « totalité de la guerre ». Le Chef de l'Etat français, dans son allocution du 19 avril, affirme que « personne ne peut savoir d'avance si, dans le cas d'un conflit, les bombes atomiques seraient ou non initialement employées par les deux principaux champions; si, dans l'affirmative, ils les emploieraient seulement en Europe centrale et occidentale sans se frapper l'un l'autre directement et aussitôt ou si, au contraire, ils seraient amenés tout de suite à se lancer réciproquement la mort dans leurs œuvres vives ».

Cette « immense et inévitable incertitude » est-elle bien réelle ?

Peut-on imaginer un seul instant que l'URSS, décidée à détruire les Etats-Unis, concentre toutes ses salves nucléaires sur ce pays et, respectant une neutralité européenne, laisse intactes les bases de lancement dispersées en Europe et dans les mers ?

Est-il, d'autre part, concevable que l'URSS décidée à conquérir l'Europe, lance une attaque importante par des moyens classiques ou nucléaires en courant le risque colossal de laisser aux Etats-Unis l'avantage de frapper les premiers. Le général Crahay nous disait que même dans le cas où l'URSS tenterait de détruire les bases de lancement américaines au cours d'une première attaque, il en subsisterait assez pour infliger au territoire soviétique des « dégâts mortels ».

Comme l'écrivait récemment M. R. Aron, les chefs bolcheviks n'ont jamais pris volontairement de risques aussi démesurés; si même la réplique américaine n'était pas tout à fait assurée, la probabilité de la réplique est suffisamment grande pour qu'aucun chef soviétique ne joue sur un pareil coup de dé l'œuvre de la Révolution et l'existence de dizaines, sinon de centaines de millions d'hommes.

Ces vues ne sont cependant pas unanimement admises. Dans son article du mois d'avril dans la

Revue de la Défense nationale, le distingué général Gallois émettait l'opinion que les Etats-Unis ont abandonné la « garantie totale » de représailles massives et viseraient maintenant à un « dégagement nucléaire » en Europe. Mais la doctrine de l'Alliance atlantique reste fondée sur des directives prises à l'unanimité en 1957 et rappelées encore en décembre dernier par le général Norstad. Dans le cas d'une attaque contre un territoire de l'OTAN, seront employées les forces et les armes, y compris nucléaires, ou la combinaison de forces ou d'armes jugées nécessaires à ce moment pour résister à l'agresseur.

Rien de sérieux ne permet de croire que les Etats-Unis songent à se dérober à ces engagements. Mais au cas même où certains propos du secrétaire à la Défense McNamara sur ce qu'il appelle « une stratégie sélective » permettraient quelques doutes sur l'automatisme des représailles massives, les dirigeants soviétiques n'ignorent pas que les forces européennes et américaines possèdent des armes atomiques tactiques. Il est vrai que les Etats-Unis exercent actuellement un droit de veto théorique sur l'emploi de ces armes. Mais peut-on croire qu'elles n'entreraient pas inévitablement en action au cas où les troupes soviétiques, soit en feraient usage les premières, soit obtiendraient des succès tactiques qui rendraient leur emploi indispensable ? La spirale des périls, l'escalation serait amorcée. Dès lors, toute agression, qu'elle soit locale ou massive, qu'elle soit menée avec des armes classiques ou des armes atomiques est pour le moins, aux yeux des deux camps, chargée d'incertitudes immenses. En réalité, ce qu'on a appelé l'impasse atomique est une certitude : il n'y a plus de défense territoriale de l'une ou l'autre nation ou de l'une ou l'autre partie du monde. Il n'y a plus qu'une seule défense, c'est celle contre la guerre, et celle-ci est nécessairement indivisible, tout au moins en Occident.

C'est sur cette assertion qu'a été fondée l'Alliance atlantique dès 1948. Reconnaissons en passant que, depuis quinze ans, elle est devenue une réalité, le communisme n'a plus progressé d'un pouce en Occident, la paix a été préservée.

Cependant, le Chef de l'Etat français et le général Gallois expriment leur « immense incertitude ». Avec eux, toute une école de pensée estime que certains partenaires de l'Alliance ou l'Europe, doivent disposer de la seule arme vraiment décisive

pour leur défense, parce qu'ils ne peuvent pas être absolument certains ni de la réalité, ni de l'irrévocabilité de l'intervention des Etats-Unis dans toutes les circonstances militaires qui intéresseraient spécialement l'Europe.

Dès lors, au lieu de l'indivisibilité de la défense commune, ils réclament une autonomie de la défense nationale dans tous les domaines, surtout dans le domaine nucléaire. Une petite force de frappe nationale, disent-ils, est l'affirmation de l'existence de l'Europe. Elle procure ce que le général Gallois appelle la « dissuasion fractionnelle » et pourrait forcer l'allié le plus puissant à intervenir; c'est ce qui a été appelé aussi la théorie du « détonateur ».

Le général Crahay nous a indiqué qu'une force nucléaire de petite importance, destinée à faire pression par la menace de la destruction de quelques grandes villes d'un pays adverse n'a de valeur que si les bases de départ ne risquent pas d'être détruites d'emblée, que si les moyens de transport ont une probabilité suffisante d'amener les engins à leur objectif et que s'il existe une volonté de tenir tête à un superpuissance capable de pulvériser tout le territoire français ou anglais. Le point de savoir si ces conditions peuvent être réunies est une question que je ne fais que mentionner sans vouloir y donner une réponse.

Ce que je crois, c'est que l'attitude française et anglaise correspond à une conception du problème de la guerre qui était vraie en 1914 ou 1939, mais qui n'a plus de réalité depuis la constitution des arsenaux nucléaires. La France a manqué d'artillerie lourde en 1914 nous dit le général de Gaulle, d'unités cuirassées en 1939, il ne faut pas qu'elle manque d'armes modernes pour la guerre prochaine.

C'est là se borner à transposer des problèmes anciens dans un cadre nouveau; c'est refuser d'admettre la révolution totale que les armes nouvelles ont apportée à la guerre.

On peut évidemment imaginer l'hypothèse où par un accord formel ou tacite avec l'URSS, les Etats-Unis accepteraient que le communisme étende sa zone d'influence sur l'Europe occidentale. Mais l'Europe avec ses immenses richesses intellectuelles, culturelles, économiques, est un enjeu tellement décisif dans l'affrontement des idéologies communiste et occidentale que cette éventualité extraordinaire ne paraît pas à retenir. Le ressort

même du monde libre serait brisé; après l'Europe, l'Asie, l'Afrique, sinon les US, seraient ouvertes à la subversion communiste sans même que l'URSS eût à tirer un coup de fusil; ce serait la fin de la civilisation occidentale. Rien n'indique que les milieux dirigeants américains n'en sont pas complètement conscients.

Et même si cette politique folle devait être décidée, peut-on croire alors que les Etats-Unis et l'URSS se soumettraient à un chantage atomique d'une puissance européenne pour les amener à changer d'attitude? La crise de Suez doit au moins faire réfléchir à cette question.

Il faut ajouter en passant que si, pour beaucoup, la création de forces nucléaires nationales paraît sans objet, elle implique pour l'avenir de l'Europe des dangers redoutables. L'existence de la force française, si elle devient une réalité, entraînera tôt ou tard l'Allemagne d'abord et d'autres pays ensuite à faire route dans la même direction; on sait que la technologie de nombreux pays, y compris celle de la Belgique, le leur permettent d'ores et déjà. L'Europe serait entraînée à nouveau sur la route des politiques nationales, où les principaux pays se rechercheraient des clients et des alliés; ceux-ci à leur tour voudraient obtenir ou acheter des armes nucléaires; peut-être verrait-on un jour Israël armé par un pays d'Europe, l'Egypte par un autre. Est-ce là l'affirmation de l'Europe qu'il faut souhaiter? Loin d'entraîner le respect des Etats-Unis, semblable évolution n'aurait-elle pas pour effet de rendre moins invraisemblable devant les dangers de cataclysme qu'elle comporterait, un accord direct des Russes et des Américains, sur le dos des Européens, qui semble hanter les partisans des forces nationales?

Enfin, pour la plupart des pays d'Europe, la force française ou anglaise — peu convaincante du point de vue militaire ou de la dissuasion — n'apporte aucune garantie politique de plus que celle des Etats-Unis. Car, si l'attitude des Etats-Unis peut comporter pour la France une « immense incertitude », l'attitude de la France ne comporte-t-elle une incertitude identique pour la Belgique ou d'autres pays? Dans un débat récent, un des principaux chefs politiques français a justifié l'attitude française, en soulignant la fragilité des alliances; il a cité en exemple l'impossibilité où s'était trouvé en 1938 le Gouvernement français d'honorer la garantie d'assistance promise par lui à la Tchéco-

slovaquie en cas d'agression allemande. Est-ce un argument de nature à convaincre les petites puissances européennes ?

Car il y a une équivoque qu'il faut dissiper : la force de frappe de la France n'est en aucune manière une force européenne. Elle serait évidemment au service d'intérêts français, non d'intérêts européens. Les autres pays d'Europe n'exerceraient aucune influence, ni sur les conditions de sa mise en œuvre, ni sur la décision éventuelle de son emploi, dans ce domaine, au sein de l'Alliance atlantique, ces pays se font plus facilement entendre des Etats-Unis que de la France.

III

On peut cependant en éprouver d'autant plus de regret qu'il existe un problème de la défense de l'Europe qui n'est pas tout à fait celui de l'Alliance atlantique. Mais c'est un problème psychologique ou politique et non un problème militaire.

L'objectif majeur de la stratégie moderne est désormais de prévenir la guerre, non plus de la gagner. Dans toute action à poursuivre pour atteindre cet objectif, l'Europe a le devoir et le droit d'être entendue. Ce droit, l'opinion commence à le revendiquer; les succès des traités européens et du Marché commun donnent naissance dans des cercles de plus en plus nombreux à une prise de conscience qui est légitime et saine. Il est juste aussi qu'elle se traduise par une participation de plus en plus active à l'élaboration des décisions dont dépendent le sort de l'humanité.

Cela, il faut que nous le disions bien clairement à nos amis Américains. Il est nécessaire, il est légitime qu'ils nous entendent et que les grandes décisions soient prises de commun accord; au fur et à mesure des progrès de l'idée européenne, il deviendra de moins en moins supportable de voir Washington décider souverainement de l'avenir du monde. L'affaire de Cuba a été un choc rude pour la sensibilité européenne et il ne doit plus se reproduire; que le Président Kennedy ait à ce moment pris les mesures qui s'imposaient, les événements l'ont justifié. Mais la sagesse même de ces mesures permettait d'espérer qu'elles eussent pu être approuvées par les gouvernements européens avant d'être exécutées, au lieu de l'être après.

Dès 1956, l'affaire de Suez avait démontré que

l'Alliance ne survivrait pas si elle persistait à limiter ses préoccupations aux problèmes prévus par le Traité, c'est-à-dire ceux de la défense, dans l'aire géographique couverte par le Pacte.

Aussi, les recommandations dites des Trois Sages avaient abouti en gros, après les remous de Suez, à l'engagement par les Etats membres de l'OTAN de se consulter sur toutes les grandes questions politiques, quel que soit l'endroit du monde où elles puissent surgir.

Ces échanges de vues auxquels M. Spaak, en sa qualité de secrétaire général, avait donné une vigoureuse impulsion n'avait pas manqué d'améliorer l'atmosphère de l'Alliance.

Il est clair qu'il faut parcourir une nouvelle étape, rendre plus organiques et plus serrées les méthodes d'élaboration en commun de politiques communes. Nécessairement, les décisions portant sur la stratégie nucléaire s'inscrivent dans ce cadre; des progrès importants ont déjà été réalisés puisqu'au Conseil atlantique de mai 1962 les Etats-Unis se sont engagés à ne pas se servir d'armes atomiques avant consultation avec leurs partenaires, même — et ceci était le fait nouveau — en dehors de l'aire géographique couverte par le traité de l'OTAN. Mais si cette promesse indique que les Etats-Unis ne sont pas foncièrement hostiles à la collaboration, elle n'est évidemment pas suffisante pour l'Europe.

L'action destinée à prévenir une grande guerre atomique ne se limite d'ailleurs pas au domaine de la stratégie nucléaire; elle déborde — et exige en conséquence des décisions communes — sur la plupart des grandes questions de l'actualité politique. Les discussions internationales relatives aux problèmes du désarmement, conventionnel ou nucléaire, y occupent une place importante. Et il est intéressant de constater que M. Mac Millan tente de justifier le maintien d'une force de frappe autonome britannique par la volonté de son pays de faire entendre sa voix aux négociations de Genève.

C'est là un problème majeur; s'il ne trouve pas une solution satisfaisante pour l'Europe, la tendance à la fragmentation des efforts militaires ira en s'accroissant et la crise de l'Alliance atlantique pourrait alors devenir aiguë.

Mais il faut aussi être réaliste et juste. Cet

échange entre les États-Unis et les pays d'Europe, pour l'instant serait tout à fait à sens unique. L'Amérique en matière nucléaire a tout, l'Europe n'a rien. Les sacrifices financiers des États-Unis sont immenses : 15 milliards de dollars en 1963, c'est-à-dire une somme équivalent au total des dépenses militaires de l'ensemble des autres pays de l'OTAN. Ils s'ajoutent aux milliards de dollars des dépenses conventionnelles des États-Unis. Une collaboration véritable entre l'Amérique et l'Europe ne se fera vraiment que lorsque cette dernière consentira à son tour certains sacrifices qui rétabliront une relative égalité et qu'elle sera en mesure d'apporter quelque chose de valable au partenaire américain.

Il faut dire aussi que plus l'Europe sera unie, plus elle sera entendue. Les conseillers du Président Kennedy n'hésitent pas à affirmer que les États-Unis partageraient toutes leurs connaissances et toutes leurs décisions s'ils avaient à faire à un interlocuteur européen au lieu d'être confrontés avec sept ou huit partenaires, souvent en désaccord. C'est une des raisons qui fait que la prolifération de forces nucléaires nationales, qui ne peut que diviser l'Europe au lieu de l'unir et qui n'apporte aux États-Unis que des soucis supplémentaires, n'est en rien une solution au problème de la collaboration nucléaire Europe-Amérique. La seule voie ouverte actuellement pour la rendre possible, c'est celle d'une force multilatérale.

Le Général Crahay en a aussi dit un mot. Pareille force — tout au moins à ses débuts — n'ajoutera pas grand chose à la crédibilité du dissuasif américain. Mais son rôle psychologique est important; elle seule permettra à l'Europe — et non pas à une de ses parties — de s'affirmer dans une collaboration loyale mais égalitaire avec les États-Unis. Elle seule, en montrant à nos partenaires notre volonté de participer aux sacrifices, nous donnera le droit de participer aux responsabilités. Elle seule donnera la possibilité à l'Europe, dans un domaine crucial pour la vie des peuples, de développer son unité et d'affirmer sa personnalité, tout en resserrant ses liens avec les États-Unis. Elle seule aussi permettra à l'Europe d'obtenir sa part de connaissances technologiques qu'apporte la recherche atomique dans le domaine militaire.

Je sais bien qu'il ne suffit pas d'affirmer ce point de vue pour résoudre tous les problèmes, en particulier celui dit « des doigts sur la gâchette ». Mais

ce sont là des questions négociables et si l'Europe uni collabore loyalement avec les États-Unis, il n'y a pas de raison qu'elle ne puisse leur faire comprendre qu'un droit de veto américain n'est pas acceptable.

*
**

En résumé, je crois :

1° Que l'apparition des armes de destruction massive, pour la première fois dans l'histoire, ont fait se rejoindre la morale civile ou religieuse et le réalisme le plus égoïste dans l'affirmation que le problème majeur est de prévenir la guerre et non de la gagner; en d'autres termes, armements nucléaires ou armements conventionnels ont désormais pour objet essentiel : la « dissuasion ».

2° Que dans cette optique, toute défense territoriale, même celle des États-Unis ou de l'Europe n'a plus de sens.

3° Que les forces nucléaires nationales n'ont pas de valeur significative de dissuasif ou même de « détonateur »; elles sont cependant de nature à aggraver les dissensions de l'Occident.

4° Enfin, conséquence de ce qui précède, que le problème de la défense de l'Europe, non pour gagner la guerre mais pour l'empêcher, ne trouve de solution que dans le renforcement des structures communautaires politiques et militaires de l'Europe et de l'Alliance atlantique, ce qui implique un effort plus grand de l'Europe et un partage de responsabilités plus large des États-Unis.

SUMMARY.

1. Introduction.

War is quite an other thing than the conducting of military operations.

« War is nothing but the continuation of political relations with the use of other methods; it becomes political at its highest level, but of a policy that gives battle instead of composing notes. »

2. On the philosophical policy of wars.

A. a) Initial point of view : *Man resorts to force when circumstances seem favourable, in order to*

assure himself of material or moral profits which, by his pacific activities, he cannot obtain.

b) At the beginning of the nineteenth century : War ceases to be the feat of professionals and becomes one of whole nations. Its essence remains the same.

c) In 1939 : Hitler makes war into an instrument to realise a philosophy and a policy, monstrous no doubt but completely coherent.

B. The waging of a war implies reason and direction.

Some historical surveys.

C. Even if war has become a contemptible, morally condemned fact, especially in the West, it remains true that men have given it — or had to give it — the best that was in them. Case of Napoleon; of Churchill.

D. Evolution of the situation as a result of the use of massdestruction arms.

a) War is n't merely a policy that gives battle instead of composing notes. Observation of general Crahay reminded of. Declaration by General Shoups before a commission of US Congress. War is n't a reasoned concept, based on the hope of victory in affronting superatomic powers; from a policy, which it uniquely was, it tends to become a cosmic cataclysm.

b) In the military field, the technical revolution reaches the limits of the reign of intelligence.

c) In the great conflict of East and West, Europe is a decisive stake; the whole of the military means, both conventional and nuclear, will have to be employed to dissuade the adversary from resorting to force in order to realise this objectives.

d) The idea of territorial defence, be it that of Europe or even that of the US — becomes as obsolete as the defence of the « blue line of the Vosges », of the Brenner pass, etc., or as the defence of the frontier as it was recommended in Belgium in 1939.

e) The situation in the East.

f) In the West, the only problem that still arises is of preventing the apocalyps — which evidently

does n't mean : submitting. Strategy ought to prevent conflicts; it ceases as soon as war starts.

3. Is war inevitable ?

a) Probability of a reply to the starting of total or partial operations.

b) Controversial opinion : Have the US abandoned the « total guarantee » of massive reprisals ? Do they aim at an atomic cover in Europe ?

c) The doctrine of the Atlantic Alliance reminded of.

The directives of December 1957.

The position of the USA.

d) In reality, what is called the atomic deadlock is a certitude : for no nation, nor for any part of the world, is there any territorial defence. There is only one defence left : against war, and this one is necessarily indivisible, at least in the West.

e) The doubts with regard to the opinion reminded of in b), lead to the demand of an autonomy of national defence instead of the unreserved admission of the principle of indivisibility of common defence.

A small national striking force is the affirmation of the existence Europe; it provides « fractional dissuasion » and might induce the strongest ally to intervene : theory of the detonator.

f) Criticism of this point of view. Its dangers with regard of the strengthening of the « national policies ». — Absence of political guarantee. The French striking force is no European force at all.

4. The political or psychological problem of the defence of Europe.

a) The main objective of modern strategy is to prevent war, no more to win it. Europe has the right and the duty to be heard to this effect. Progress of the European idea : Cuba and Suez. The so-called recommendations of the « three sages ». The Atlantic council of may 1962.

b) The action to prevent a great atomic war is n't limited to the field of nuclear strategy. It overflows into most of the big issues of political actuality. Place taken up by the international talks on conventional or nuclear disarmament. Mr. Mac Millan tries to justify the maintenance of an

autonomous British striking force, by the will of this country to make itself heard at the Geneva negotiations. Europe ought to be ready to make certain sacrifices in order to establish a relative equality between the USA and itself.

c) *The unity of Europe.*

The more it is united, the more Europe will be heard.

The multiplicity of national nuclear forces, which only may divide Europe instead of unifying it and which only causes worries for the US additional, is no solutions whatsoever for the nuclear collaboration between Europe and America. The only way to make it possible that lies open at this moment is the way of a multilateral force.

5. **Conclusion.**

